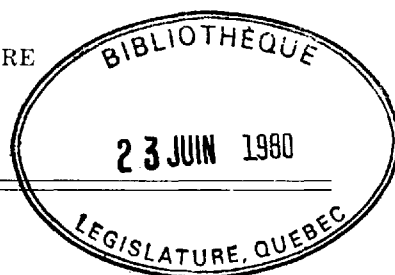


# ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

TRENTE ET UNIÈME LÉGISLATURE

QUATRIÈME SESSION



## Projet de loi n° 112

Loi concernant la Communauté urbaine de Montréal

---

Première lecture .....

Deuxième lecture .....

Troisième lecture .....

---

PRÉSENTÉ

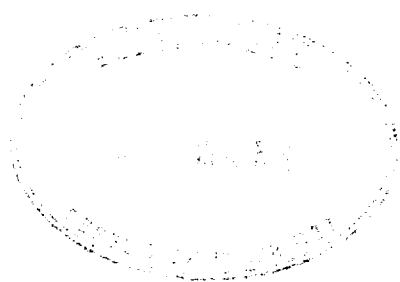
Par M. GUY TARDIF

Ministre des affaires municipales

---

L'ÉDITEUR OFFICIEL DU QUÉBEC

1980



## NOTES EXPLICATIVES

*Ce projet de loi précise le pouvoir que possède actuellement la Commission de transport de la Communauté urbaine de Montréal d'acquérir le capital-actions ou les biens des compagnies Métropolitain Provincial (1967) Inc. et Autobus Trans-Urbain Inc., en lui permettant, notamment, de n'acquérir qu'une partie des biens de cette dernière.*

*Il prévoit également les modalités d'intégration à la Commission de transport de la Communauté urbaine de Montréal des employés de ces compagnies qui pourraient être touchés par l'acquisition éventuelle de celles-ci par la Commission. Ainsi, advenant une telle éventualité les modalités suivantes s'appliqueraient:*

*1° dissolution des syndicats représentant les employés à intégrer et intégration de ces derniers au syndicat représentant les chauffeurs de la Commission de transport de la Communauté urbaine de Montréal, lequel syndicat succéderait aux droits et obligations des premiers;*

*2° annulation des conventions collectives régissant les employés à intégrer ainsi que des procédures entreprises en vue de leur renouvellement, au profit de la convention collective en vigueur à la Commission de transport de la Communauté urbaine de Montréal;*

*3° garantie contre toute perte d'emploi régulier pouvant résulter du fait de l'intégration projetée;*

*4° respect intégral de l'ancienneté générale des employés à intégrer;*

*5° versement à ces derniers par leur employeur actuel d'un montant forfaitaire pour tenir compte de la perte de pouvoir d'achat subie durant la période où ils auraient été sans convention collective.*

*Par ailleurs, ce projet de loi remplace l'actuel Conseil des Arts de la région métropolitaine de Montréal par un nouveau*

*conseil des arts qui relèvera, cette fois, de l'autorité de la Communauté urbaine de Montréal plutôt que de la ville de Montréal. Ce nouveau conseil aura essentiellement les mêmes pouvoirs et attributions que son prédécesseur.*

*Ce projet accorde à la Communauté urbaine le pouvoir de constituer une compagnie en vertu de la nouvelle Partie IA de la Loi sur les compagnies. L'activité principale de cette compagnie sera de fournir à autrui des services que la Communauté est elle-même autorisée à fournir en matière de construction, d'opération, de surveillance et d'administration de systèmes de transport en commun.*

*Enfin, ce projet de loi propose de clarifier certains pouvoirs du secrétaire de la Communauté urbaine de Montréal à l'égard d'une municipalité sise sur le territoire de la Communauté.*

# **Projet de loi n° 112**

Loi concernant la Communauté urbaine de Montréal

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement de l'Assemblée nationale du Québec, décrète ce qui suit:

## **CHAPITRE I**

### **ACQUISITION PAR LA COMMISSION DE TRANSPORT DE LA COMMUNAUTÉ URBAINE DE MONTRÉAL DE CERTAINES ENTREPRISES DE TRANSPORT EN COMMUN**

#### **SECTION I**

##### **DÉFINITIONS**

**1.** Dans le présent chapitre, on entend par:

1° «Commission»: la Commission de transport de la Communauté urbaine de Montréal;

2° «date d'acquisition»: la date à laquelle la Commission devient propriétaire ou possesseur du capital-actions ou des biens acquis, de gré à gré ou par expropriation, de la compagnie Métropolitain Provincial (1967) Inc. ou de la compagnie Autobus Trans-Urbain Inc., selon le cas;

3° «Fraternité»: la Fraternité des chauffeurs d'autobus, opérateurs de métro et employés des services connexes au transport de la Commission de transport de la Communauté urbaine de Montréal.

## SECTION II

ACQUISITION DU CAPITAL-ACTIONS OU DES BIENS MEUBLES ET IMMEUBLES  
DE MÉTROPOLITAIN PROVINCIAL (1967) INC.

**2.** Dans le présent chapitre, on entend par:

1° «Compagnie»: la compagnie Métropolitain Provincial (1967) Inc.;

2° «Syndicat»: le Syndicat des employés du transport provincial (C.S.N.), section chauffeurs, division Métropolitain Provincial (1967) Inc.

**3.** Malgré le septième alinéa de l'article 287 de la Loi de la Communauté urbaine de Montréal (1969, c. 84) et l'article 45 du Code du travail (L.R.Q., c. C-27), dans le cas où la Commission procède à l'acquisition, de gré à gré ou par expropriation, du capital-actions ou des biens meubles et immeubles de la Compagnie, le Syndicat est dissout à compter de la date d'acquisition.

**4.** Toute procédure alors en cours en vue de la conclusion d'une convention collective entre la Compagnie et le Syndicat est sans effet. De même, toute convention collective alors en vigueur entre eux cesse d'avoir effet, sauf à l'égard des causes de grief survenues avant la date d'acquisition pour lesquelles la procédure de règlement et d'arbitrage des griefs prévue par cette convention continue de s'appliquer.

**5.** Les salariés de la Compagnie inclus dans l'unité de négociation visée par l'accréditation détenue par le Syndicat deviennent alors des salariés de la Commission et sont intégrés au groupe de salariés pour lequel la Fraternité est accréditée.

**6.** La Fraternité succède alors aux droits et obligations du Syndicat et celui-ci doit, dans les trente jours de la date d'acquisition, transmettre à la Fraternité un état certifié de ses finances à la date d'acquisition.

De même, la Commission succède, à la date d'acquisition, aux droits et obligations que la Compagnie a alors à l'égard du Syndicat.

**7.** Aucun salarié régulier inclus dans l'unité de négociation visée par l'accréditation détenue par le Syndicat à la date d'acquisition ne peut être licencié en raison de cette acquisition.

Aux fins du présent article, on entend par «salarié régulier» un salarié régulier au sens de la dernière convention collective intervenue entre la Compagnie et le Syndicat.

**8.** À compter de la date d'acquisition, l'ancienneté générale, entendue comme étant la durée totale en années, en mois et en jours de service d'un salarié inclus dans l'unité de négociation visée par l'accréditation détenue par le Syndicat, acquise au service de la Compagnie est reconnue comme la durée totale en années, en mois et en jours de service de ce salarié au service du transport de la Commission.

Toutefois, l'ancienneté générale ainsi reconnue ne donne pas droit, aux fins du Régime supplémentaire de rentes pour les employés de la Commission, à la reconnaissance d'un nombre équivalent d'années de service ou d'années de contribution à ce régime.

**9.** Dans le cas où aucune convention collective entre la Compagnie et le Syndicat n'est en vigueur à la date d'acquisition, un montant forfaitaire est versé par la Compagnie à chacun des salariés inclus dans l'unité de négociation visée par l'accréditation détenue par le Syndicat qui était à l'emploi de la Compagnie tant à la date de l'expiration de la dernière convention collective intervenue entre la Compagnie et le Syndicat qu'à la date d'acquisition, à titre de compensation pour la période s'étendant de la date d'expiration de cette convention collective à la date d'acquisition.

Le montant visé dans le premier alinéa est calculé en multipliant le pourcentage de l'augmentation générale de salaire, convenu pour la première année de la convention collective intervenue le 10 décembre 1979 entre la Commission et la Fraternité, par le taux de base horaire applicable, pour la période visée dans le premier alinéa, à l'égard de la catégorie à laquelle le salarié appartenait lorsqu'il était au service de la Compagnie, et par le nombre d'heures, n'excédant pas un total de quarante-deux heures et demie par semaine mais à l'exclusion de tout travail exécuté en temps supplémentaire, pour lesquelles le salarié a été payé ou a droit d'être payé par la Compagnie pour cette période.

**10.** Une partie intéressée peut, dans les trois mois de la date d'acquisition, par voie de requête adressée au commissaire général du travail nommé en vertu du Code du travail, demander la désignation d'un commissaire du travail pour déterminer si une personne était, à la date d'acquisition, un salarié de la Compagnie inclus dans l'unité de négociation visée par l'accréditation alors détenue par le Syndicat.

**11.** Toute mésentente relative à l'interprétation ou à l'application de l'article 7 ou du premier alinéa de l'article 8 doit être soumise à l'arbitrage dans les douze mois de la date d'acquisition, conformément à la procédure de règlement et d'arbitrage des griefs prévue par la convention collective intervenue le 10 décembre 1979 entre la Commission et la Fraternité.

**12.** Un travail ou un type de travail accompli par la Compagnie avant la date d'acquisition et dont les modalités d'exécution ne sont pas prévues par la convention collective intervenue le 10 décembre 1979 entre la Commission et la Fraternité, doit faire l'objet d'une entente entre la Commission et la Fraternité dans les trente jours suivant l'envoi par l'une d'entre elles à l'autre d'un avis de négociation à ce sujet.

À défaut d'entente dans ce délai, le différend est soumis à l'arbitrage dans les quinze jours suivants en la manière prévue par les articles 74 à 91 du Code du travail. La sentence du conseil d'arbitrage fait partie intégrante de la convention collective visée dans le premier alinéa.

Les modalités d'exécution de ce travail ou de ce type de travail qui existaient à la Compagnie avant la date d'acquisition continuent de s'appliquer jusqu'à ce qu'intervienne l'entente ou, selon le cas, la sentence prévue par le présent article et les salariés qui étaient, à l'emploi de la Compagnie avant la date d'acquisition et qui accomplissaient ce travail ou ce type de travail continuent à l'accomplir durant cette période.

### SECTION III

#### ACQUISITION D'UNE PARTIE DES BIENS MEUBLES ET IMMEUBLES D'AUTOBUS TRANS-URBAIN INC.

**13.** Dans la présente section, on entend par:

1° «Compagnie»: la compagnie Autobus Trans-Urbain Inc.;

2° «Syndicat»: le Syndicat des chauffeurs d'autobus de Trans-Urbain (service local).

**14.** Malgré le septième alinéa de l'article 287 de la Loi de la Communauté urbaine de Montréal (1969, c. 84) et l'article 45 du Code du travail, dans le cas où la Commission procède à l'acquisition, de gré à gré ou par expropriation, des biens meubles et immeubles servant exclusivement ou principalement aux opérations de transport urbain de la Compagnie, le Syndicat est dissout à compter de la date d'acquisition.

**15.** Les article 4 à 12 s'appliquent, en les adaptant, à l'égard de l'acquisition de biens visée dans la présente section.

À cette fin, le deuxième alinéa de l'article 9 doit se lire comme si les mots «quarante-cinq heures» y étaient substitués aux mots «quarante-deux heures et demie».



## SECTION IV

## EXTENSION DU SERVICE DE TRANSPORT EN COMMUN

**16.** L'article 287 de la Loi de la Communauté urbaine de Montréal (1969, c. 84), modifié par l'article 16 du chapitre 73 des lois de 1972, par l'article 140 du chapitre 38 des lois de 1973 et par l'article 5 du chapitre 104 des lois de 1978, est de nouveau modifié par le remplacement du deuxième alinéa par les suivants:

«La Commission peut étendre son service aux territoires desservis le (*insérer ici la date du dépôt du projet de loi n° 112*) par l'une ou l'autre des compagnies Métropolitain Provincial (1967) Inc. et Autobus Trans-Urbain Inc., y compris à la partie de ces territoires située à l'extérieur du sien, à la condition d'acquérir, de gré à gré ou par expropriation, le capital-actions ou les biens meubles et immeubles de la compagnie au territoire de laquelle elle étend son service.

Elle peut également étendre son service au territoire desservi le (*insérer ici la date du dépôt du projet de loi n° 112*) par la compagnie Autobus Trans-Urbain Inc., y compris à la partie de ce territoire située à l'extérieur du sien, à l'égard des opérations de transport en commun de cette compagnie autres que celles relatives au transport scolaire, à la condition toutefois d'acquérir, de gré à gré ou par expropriation, les biens meubles et immeubles servant exclusivement ou principalement à ces opérations.».

## CHAPITRE II

CONSTITUTION ET ORGANISATION DU CONSEIL DES  
ARTS DE LA COMMUNAUTÉ URBAINE DE MONTRÉAL

**17.** La Loi de la Communauté urbaine de Montréal (1969, c. 84) est modifiée par l'insertion, après l'article 87, de l'intitulé et des articles suivants:

« § 4a.—*Conseil des arts de la Communauté urbaine de Montréal*

«**87a.** Une commission permanente de la Communauté, ci-après appelée «conseil des arts», est constituée sous le nom de «Conseil des arts de la Communauté urbaine de Montréal».

«**87b.** Le conseil des arts exerce les fonctions suivantes:

a) il dresse et maintient une liste permanente des associations, sociétés, corporations, organismes, groupements ou personnes qui participent à la vie artistique et culturelle sur le territoire de la Communauté;

b) il harmonise, coordonne et encourage les initiatives d'ordre artistique ou culturel sur le territoire de la Communauté;

c) dans les limites des fonds disponibles à cette fin, il désigne les associations, sociétés, corporations, organismes, groupements ou personnes ainsi que les manifestations artistiques ou culturelles qui méritent de recevoir une subvention, en fixe le montant et en recommande le versement par la Communauté.

Le conseil de la Communauté peut, par règlement, accorder au conseil des arts tout autre pouvoir ou lui imposer tout autre devoir qu'il juge de nature à lui permettre de mieux atteindre ses fins.

«**87c.** Le conseil de la Communauté détermine, par règlement, le nombre de membres constituant le conseil des arts, les qualifications qu'ils doivent posséder, la durée de leur mandat, l'époque et le mode de nomination et de remplacement de ces membres, ainsi que les règles de régie interne et de fonctionnement du conseil des arts et la procédure à suivre lors de ses assemblées.

«**87d.** Les membres du conseil des arts doivent être citoyens canadiens et domiciliés dans une municipalité faisant partie du territoire de la Communauté.

Ils sont nommés par le conseil de la Communauté qui désigne parmi eux un président et deux vice-présidents, le tout sur rapport du comité exécutif. Le conseil de la Communauté peut rejeter ce rapport mais non l'amender.

«**87e.** Les membres du conseil des arts ne sont pas rémunérés. Toutefois, ils ont droit au remboursement par le conseil des arts des dépenses autorisées par celui-ci et engagées par eux dans l'exercice de leurs fonctions.

«**87f.** Les membres du conseil des arts peuvent s'adjoindre le personnel dont ils ont besoin, y compris un secrétaire, et fixer sa rémunération.

Les employés du conseil des arts ne deviennent pas de ce seul fait fonctionnaires de la Communauté.

Le trésorier de la Communauté ou l'adjoint qu'il désigne est d'office trésorier du conseil des arts.

«**87g.** L'exercice financier du conseil des arts coïncide avec celui de la Communauté et le vérificateur de cette dernière vérifie les états financiers du conseil des arts et, dans les cent vingt jours suivant l'expiration de l'exercice financier, fait rapport de son examen à la Communauté ainsi qu'à chacune des corporations

municipales à l'égard desquelles le conseil des arts a compétence en vertu de l'article 87*k*.

«**87 h.** Un fonds spécial, ci-après appelé «le fonds», est constitué sous le nom de «Fonds du Conseil des arts de la Communauté urbaine de Montréal». Le trésorier du conseil des arts en a la garde.

«**87 i.** Le fonds est constitué:

*a)* des dons, legs et subventions consentis au conseil des arts et approuvés au préalable par le comité exécutif;

*b)* des contributions des corporations municipales visées dans l'article 87*k*;

*c)* des sommes votées annuellement à cette fin à même le budget de la Communauté; et

*d)* des sommes mises annuellement à la disposition du conseil des arts et qui, à la fin de l'exercice financier, n'ont pas été utilisées.

Le conseil de la Communauté peut, par règlement, prescrire le montant minimum qui doit être affecté chaque année aux fins du paragraphe *c* du premier alinéa. Tant qu'un tel règlement demeure en vigueur, le trésorier de la Communauté doit inclure le montant ainsi prescrit dans le certificat qu'il prépare conformément à l'article 247.

«**87 j.** Le fonds sert exclusivement à verser les subventions autorisées par le comité exécutif sur recommandation du conseil des arts et à payer les frais d'administration de ce conseil.

À la fin de chaque exercice financier, le trésorier du conseil des arts doit rendre compte à celui-ci des sommes versées en vertu du premier alinéa.

«**87 k.** La compétence du conseil des arts s'étend à toute corporation municipale dont le territoire est situé, en tout ou en partie, dans un rayon de cinquante kilomètres de la limite territoriale de la Communauté et qui en exprime le désir par résolution de son conseil transmise au secrétaire général de la Communauté.

Le conseil d'une telle corporation municipale est habilité à adopter la résolution prévue par le premier alinéa.

Cette résolution reste en vigueur pendant une période de trois ans; elle se renouvelle ensuite par tacite reconduction à tous les trois ans pour une nouvelle période de trois ans, à moins que la corporation municipale n'ait donné au secrétaire général de la Communauté un avis à l'effet contraire au moins six mois avant la date d'expiration de la période de trois ans alors en cours.

Le conseil des arts a compétence à l'égard de la corporation municipale tant que cette résolution demeure en vigueur.

«**87l.** Le comité exécutif fixe la contribution annuelle que doit verser au fonds une corporation municipale à l'égard de laquelle le conseil des arts a compétence en vertu de l'article 87k; il fixe également les modalités et le délai de versement de cette contribution.

Une corporation municipale peut exiger que le comité exécutif fixe à son égard, pour une période de trois ans, la contribution, les modalités et le délai visés dans le premier alinéa, et ce avant qu'elle ne transmette sa résolution au secrétaire général de la Communauté conformément au premier alinéa de l'article 87k ou, le cas échéant, au moins un mois avant l'expiration du délai dont elle bénéficie pour fournir un avis conformément au troisième alinéa de cet article.

«**87m.** Aux fins de la présente sous-section, l'expression «territoire de la Communauté» comprend le territoire d'une corporation municipale à l'égard de laquelle le conseil des arts a compétence en vertu de l'article 87k.».

**18.** Le Conseil des arts de la Communauté urbaine de Montréal succède au Conseil des Arts de la région métropolitaine de Montréal. Il en assume les obligations et en acquiert les biens, droits et privilèges.

Il est, sans reprise d'instance, partie à toute instance à laquelle le Conseil des Arts de la région métropolitaine de Montréal était partie.

**19.** Les membres, officiers et employés du Conseil des Arts de la région métropolitaine de Montréal continuent d'exercer, au Conseil des arts de la Communauté urbaine de Montréal, les fonctions qu'ils exerçaient au sein de l'organisme mentionné en premier lieu jusqu'à ce qu'ils soient remplacés conformément à la présente loi et ce aux mêmes conditions jusqu'à ce que celles-ci soient modifiées conformément à la présente loi.

**20.** Le règlement numéro 2325 de la Ville de Montréal, dans la mesure où il n'est pas incompatible avec la présente loi, continue d'avoir effet jusqu'à ce qu'il soit modifié, abrogé ou remplacé par un règlement de la Communauté urbaine de Montréal adopté conformément à la présente loi.

La Communauté urbaine de Montréal est substituée à la Ville de Montréal aux fins du règlement numéro 2325 de cette dernière, comme s'il s'agissait d'un règlement adopté par elle-même.

**21.** Les décisions prises par le Conseil des Arts de la région métropolitaine de Montréal continuent d'avoir effet jusqu'à ce qu'elles soient modifiées, abrogées ou remplacées par une décision du Conseil des arts de la Communauté urbaine de Montréal.

**22.** Le Fonds du Conseil des arts de la Communauté urbaine de Montréal succède au Fonds du Conseil des Arts de la région métropolitaine de Montréal. Les sommes d'argent accumulées dans ce second fonds à la date d'entrée en vigueur de la présente loi sont transférées au premier.

**23.** Pour l'exercice financier 1980 de la Communauté urbaine de Montréal, le comité exécutif de cette dernière peut affecter au Fonds du Conseil des arts de la Communauté urbaine de Montréal le montant qu'il détermine, à même les crédits votés pour cette année par le conseil de cette Communauté aux fins des dépenses imprévues d'administration, règlement de réclamations et paiement de jugements. Le trésorier de la Communauté doit verser ce montant au Fonds.

## CHAPITRE III

### DISPOSITIONS DIVERSES

**24.** L'article 195 de la Charte de la Ville de Montréal (1959-1960, c. 102) est abrogé.

**25.** L'article 99 de la Loi de la Communauté urbaine de Montréal (1969, c. 84), modifié par l'article 7 du chapitre 82 des lois de 1974, est de nouveau modifié par l'addition, à la fin, du paragraphe suivant:

«j) constituer, conformément à la partie IA de la Loi sur les compagnies (L.R.Q., c. C-38), une compagnie dont l'activité consiste principalement à fournir à autrui tous services, avis, matières, matériaux et équipement visés dans l'article 318*b*.».

**26.** L'article 2 de la Loi concernant la municipalité du comté de Jacques-Cartier (1971, c. 118) est modifié par le remplacement du troisième alinéa par le suivant:

«Aux fins du présent article, le secrétaire de la Communauté urbaine de Montréal exerce les pouvoirs et remplit les fonctions du secrétaire-trésorier de la municipalité du comté de Jacques-Cartier.».

**27.** La présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction.